

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 2 décembre 2022

Contexte et constats

Publié sur 

SOCIETE DES FOURS A CHAUX DE SORCY

Usine de Sorcy
BP 16
55190 Sorcy-Saint-Martin

Références : CM-DT/421-2022
Code AIOT : 0006205651

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2 décembre 2022 dans l'établissement SOCIETE DES FOURS A CHAUX DE SORCY implanté : Côte de Menton – 55 190 Sorcy-Saint-Martin. L'inspection a été annoncée le 13 octobre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale dédiée à la vérification du Plan de Gestion des Déchets inertes au titre de l'année 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES FOURS A CHAUX DE SORCY
- Côte de Menton – 55 190 Sorcy-Saint-Martin
- Code AIOT : 0006205651
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société des FOURS A CHAUX à SORCY exploite une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires destinés à alimenter son usine de production et de conditionnement de chaux vive située à proximité immédiate du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification du Plan de Gestion des Déchets inertes (PGD) en lien avec les dispositions fixées par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis	/	Sans objet
11	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de gestion des déchets - rédaction et révision	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis	/	Sans objet
2	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
3	Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5	/	Sans objet
4	Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5	/	Sans objet
5	Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5	/	Sans objet
6	Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5	/	Sans objet
7	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis	/	Sans objet
8	Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis	/	Sans objet
9	Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis	/	Sans objet
12	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des constats d'amélioration de la "formalisation des actions" mises en oeuvre par l'exploitant ont été identifiés dans le cadre de la visite, notamment aux constats n° 1, 10 et 11.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des déchets - rédaction et révision

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Suivi du plan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets "d'extraction" résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début d'exploitation. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au Préfet.
Constats : L'exploitant a transmis en Préfecture la révision quinquennale de son PGD rédigée en date du 14 mars 2022 . Une nouvelle version sera déposée au cours du 1^{er} trimestre 2023, pour tenir compte notamment des remarques formulées dans le cadre de la présente visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.</p> <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p>
<p>Constats : Les déchets inertes recensés sur le site sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Terres non polluées : correspondant à la découverte de la carrière, - 01 01 02 : déchets de terres, argiles et plaquettes calcaires liés à l'exploitation, - 01 04 09 : déchets inertes issus du traitement des matériaux et des fines de dépoussiérage. <p>Ces types de déchets sont dispensés de caractérisation au titre de la circulaire du 22 août 2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières au sens de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières.</p> <p>Par ailleurs, les déchets inertes mis en oeuvre sur le site ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage, car ils sont utilisés à des fins de remise en état ou à vocation d'aménagement liés au processus d'extraction des matériaux (merlons, terril).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : Le site ne disposant pas de zone de stockage de catégorie A, cette disposition ne s'applique pas.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : Bien qu'il n'y ait pas de zone de stockage au sens de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, l'exploitant a fait réaliser par l'INERIS en 2013, lors du renouvellement de l'exploitation, une étude de stabilité du terril. Cette étude n'a pas permis de déceler d'instabilité ni locale, ni globale. La visite des secteurs réaménagés et en cours de réaménagement de la carrière, n'a par ailleurs fait l'objet d'aucun constat de désordre physique, de pollution induite, et de carence de gestion ou d'entretien.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : Bien que les déchets inertes mis en oeuvre sur le site ne soient pas concernés par les dispositions spécifiques au stockage, l'exploitant dispose d'un document de suivi mensuel des quantités extraites en fonction des types de matériaux. Il réalise également un bilan matière et un schéma de transfert des matériaux. Les caractéristiques des déchets inertes et les volumes utilisés sont par ailleurs renseignés dans la base GEREPE dédiée à la déclaration des émissions polluantes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Lors de la visite l'exploitant a présenté la dernière mise à jour du plan topographique du site (version actualisée au 17 octobre 2022). Celui-ci ne matérialise pas les zones de stockage, puisque les déchets inertes mis en oeuvre sur le site ne sont pas visés par les dispositions applicables sur le sujet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : S'agissant de la caractérisation, les déchets inertes résultant du fonctionnement de la carrière (01 01 02 et 01 04 09) en sont dispensés au sens de la circulaire du 22 août 2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières. En ce qui concerne les déchets inertes classés sous le code 01 04 09, qui sont composés d'un mélange de 95 % de fines de calcaire et de 5 % de fines de dépoussiérage, les analyses chimiques et tests réalisés (dont test de lixiviation) qui ont été versés dans le dossier de demande de dérogation ayant donné lieu à la notification des deux arrêtés préfectoraux suivants : - n° 2020-1924 du 10 septembre 2020 (usine), - n° 2020-1925 du 10 septembre 2020 (carrière), ont permis de démontrer dans tous les cas le caractère inerte du mélange sur la base du respect de ces proportions. Pour information, les modalités de réalisation du mélange et de sa conformité au titre de l'arrêté préfectoral n° 2020-1924 précité ont fait l'objet d'un contrôle de l'inspection des installations classées dans le cadre d'une seconde visite réalisée en parallèle. En ce qui concerne les quantités totales de déchets inertes calculées sur la durée d'exploitation de la carrière, celles-ci sont mentionnées dans le PGD du site. L'exploitant a toutefois prévu de mettre à jour son PGD en 2023, pour intégrer une évolution mineure desdites quantités en lien avec la production de chaux et par voie de conséquence de fines de dépoussiérage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
Constats : Le plan de gestion précise les lieux de réutilisation pour les différents types de déchets inertes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : Le PGD précise, d'une part, les phases d'exploitation/traitement qui génèrent les déchets inertes, et d'autre part, les modalités de valorisation de ces derniers en fonction de leur type.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Le PGD ne présente pas les informations par rapport aux éventuels impacts des déchets sur l'environnement et la santé humaine. Toutefois, des mesures de prévention sont bien mises en oeuvre par l'exploitant pour réduire les impacts. Il est par conséquent demandé à l'exploitant, sous un délai de 30 jours, de formaliser dans son PGD les informations par rapport aux éventuels impacts des déchets sur l'environnement et la santé humaine, et les mesures mises en oeuvre dans ce cadre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : L'exploitant dispose de procédures de contrôle et réalise des surveillances pour les différents aspects (Eaux, Air, Sol). Ces informations ne sont toutefois pas formalisées dans le PGD. Il est par conséquent demandé à l'exploitant, sous un délai de 30 jours, de formaliser dans son PGD les informations par rapport aux procédures de contrôle et de surveillance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : La visite sur site a permis de constater que les zones de destination/utilisation des déchets inertes correspondaient à celles mentionnées dans le PGD, en fonction des types de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet